Le

LI

Le Gouvernement Laurier

— ET —

LES CULTIVATEURS

1900

l'avè
prod

peut
conse

des e
$277,
donne
de 40

LE GOUVERNEMENT LAURIER

——— ET ———

LES CULTIVATEURS

Il n'est pas un honnête homme qui refusera d'admettre que depuis l'avènement des libéraux au pouvoir, les cultivateurs vendent mieux leurs produits, font plus d'argent, sont plus à l'aise et vivent mieux.

Sur ce point, il n'y a point de conteste possible et le parti libéral peut en appeler sans crainte au témoignage des honnêtes cultivateurs, conservateurs comme libéraux.

AUGMENTATION DU REVENU DES CULTIVATEURS

Durant les quatre dernières années du régime conservateur, la valeur des exportations de produits de ferme s'est élevée à $197,428,453 et à $277,337,316 durant les quatre années suivantes du régime libéral, ce qui donne en faveur de ce dernier une augmentation de $79,908,863, ou plus de 40 pour 100. Voici les chiffres, année par année :

1893........	$ 52,302,906	1897........	$ 55,533,592
1894........	47,802,859	1898........	75,834,838
1895........	48,531,344	1899........	76,272,821
1896........	48,791,344	1900........	69,696,045
	$197,428,453		$277,337,316

La moyenne a été de $49,357,113 par année sous le régime conservateur, et de $69,334,329 sous le régime libéral, ce qui donne en faveur de ce dernier une augmentation de $19,977,216 par année, vingt millions pour prendre un chiffre rond, ou plus de 40 pour cent.

Voilà, en résumé, ce que l'administration libérale de Sir Wilfrid Laurier a ajouté au revenu annuel des cultivateurs du Canada.

C'est en grande partie ce qui explique la prospérité inouïe et toujours croissante dont le Canada jouit depuis quatre ans, car comme le dit le proverbe "quand le cultivateur est bien, tout le monde est bien."

UN CONTRASTE

Sous les conservateurs, la valeur des exportations de produits de ferme a BAISSE de $52,302,906 en 1893, à $48,791,344 en 1896, ou de $3,511,562 en trois ans.

Sous les libéraux, la valeur des exportations de produits de ferme a MONTE de $55,533,592 en 1897, à $69,696,045 en 1900, ou de $14,162,503 en trois ans.

En faisant la comparaison entre la dernière année des conservateurs et la dernière des libéraux, on trouve une augmentation de $20,904,701.

Il valait la peine assurément
De changer de gouvernement.

DETAILS DES AUGMENTATIONS

Il n'est pas sans intérêt de voir quels sont les articles qui ont le plus augmenté, afin de pouvoir plus facilement étudier les causes de cette augmentation, dans nos exportations.

BETAIL VIVANT

La valeur du bétail vivant, et le nombre, ont été comme suit durant les quatre dernières années du régime conservateur, soit de 1893 à 1896 inclusivement :

	Nombre	Valeur
Chevaux....................	58,549	$ 5,832,588
Bêtes à cornes.............	391,534	28,448,045
Moutons....................	1,277,111	5,856,391
Cochons....................	17,447	165,766
Volaille...................	....	244,736
	1,744,641	$40,547,526

Voici maintenant les chiffres pour les quatre années suivantes, sous le régime libéral :

	Nombre	Valeur
Chevaux....................	52,969	$ 5,047,160
Bêtes à cornes.............	788,272	34,370,909
Moutons....................	1,529,247	5,637,406
Cochons....................	2,616	14,110
Volaille...................	....	433,653
	2,373,104	$45,503,238

Il y a, comme on le voit, une augmentation de $14,955,712, ou une moyenne de $1,238,928 par année.

L'ARGUMENT DES CONSERVATEURS—LA PROVIDENCE

Les conservateurs sont bien obligés d'admettre ces augmentations, qui sont des faits solides, incontestables ; mais ils se rabattent sur la Providence, à laquelle, disent-ils, il faut attribuer tout cela.

Sans doute que la Providence a été généreuse pour le Canada depuis quatre ans : elle lui a fait le don le plus précieux qu'un peuple puisse désirer, celui d'un bon gouvernement, composé d'hommes habiles, d'une compétence hors ligne, d'une grande expérience dans les affaires, sincèrement dévoués à l'avancement du pays. C'est précisément le cas

pour le ministre de l'agriculture, l'hon. M. Fisher, qui en quatre ans a fait plus pour promouvoir les intérêts agricoles que tous ses prédécesseurs conservateurs durant dix-huit ans.

HONNEUR ET JUSTICE AUX CULTIVATEURS

A part l'hon. M. Pope, qui a occupé ce poste du 25 octobre 1871 au 7 novembre 1873, et du 17 octobre 1878 au 25 septembre 1885, le ministère de l'agriculture, jusqu'à 1896, avait toujours été confié à des hommes qui n'étaient pas cultivateurs. Sir Wilfrid Laurier, qui se fait toujours un devoir de donner à chacun son dû, a rompu avec cette tradition et, par respect comme par justice pour la classe agricole, a mis à la tête du ministère de l'agriculture un cultivateur pratique, qui possède en même temps une haute instruction, un homme de progrès et d'initiative, jouissant d'une expérience consommée, qui a complètement réformé cette administration, lui a donné une direction pratique, qui a valu des millions aux cultivateurs depuis quatre ans.

Citons quelques faits, pour montrer que si la Providence a été généreuse, l'hon. M. Fisher a été son digne instrument et a fait sa large part.

ABOLITION DE LA QUARANTAINE AUX ETATS-UNIS

En vertu d'une loi passée par le congrès en 1890, le Président des Etats-Unis lança une proclamation ordonnant qu'à l'expiration du mois de février 1893, aucune bête à cornes venant du Canada ne pourrait être vendue aux Etats-Unis avant d'avoir subi une quarantaine de quatre-vingt-dix jours, ce qui arrêtait du coup le commerce de bétail si important et si avantageux que nous avions fait jusque-là avec les Américains. Pour les jeunes bêtes, qui formaient de beaucoup la plus grande partie de nos exportations aux Etats-Unis, les frais d'entretien à la quarantaine durant trois mois auraient absorbé dans bien des cas plus que le prix qu'on pouvait en obtenir. De $107,391 en 1890, la valeur des bêtes à cornes exportées aux Etats-Unis, était tombée à $8,870 en 1896.

Le gouvernement des Etats-Unis n'avait adopté cette mesure de rigueur qu'à la suite de l'embargo mis par les gouvernements conservateurs du Canada sur le bétail des Etats-Unis, comme mesure de protection contre la pleuro-pneumonie. Mais celle-ci ayant disparu aux Etats-Unis,

s cultivateurs canadiens, ruinés par cet état de choses, demandaient epuis longtemps avec instances de faire cesser la quarantaine de notre ôté, afin d'amener les Américains à en faire autant, ce qui ouvrirait le arché des Etats-Unis à notre bétail, surtout aux jeunes animaux et à ux trop petits ou trop maigres pour être exportés en Angleterre.

Ces justes représentations restèrent lettre morte. Il n'y a rien dans es archives du ministère de l'agriculture qui fasse voir que les ministres n charge de ce département, sous le régime conservateur, aient fait la oindre démarche pour obtenir l'abolition de cette quarantaine, tel que emandé par nos cultivateurs.

Ce fut une des premières choses qui attirèrent l'attention de l'hon. M. Fisher. Au mois de décembre 1896, cinq mois après son entrée au ministère de l'agriculture, il se mit en communication avec le gouvernement des Etats-Unis, qui l'invita à se rendre à Washington pour discuter l'affaire, et, en moins de huit jours, il avait obtenu levée de la quarantaine à compter du 1er février 1897.

Le succès de ces négociations eut d'immenses résultats pour les cultivateurs canadiens.

Durant les quatre ans et demi que la quarantaine avait fermé le marché américain à notre bétail, nous n'avions exporté aux Etats-Unis que 3,762 bêtes à cornes, d'une valeur de $52,606.

Sous le régime libéral, durant les trois ans et cinq mois finissant le 30 juin 1900, nous avons exporté aux Etats-Unis 301,073 bêtes bovines, d'une valeur de $4,377,852, ou $4,325,246 de plus que durant les derniers quatre ans et demi du régime conservateur.

Ces $4,325,246 qui sont tombées dans la bourse de nos cultivateurs, ce n'est pas la Providence qui les y a fait tomber, ce sont les efforts, les démarches et l'intelligence de l'hon. M. Fisher. Si les conservateurs fussent restés au pouvoir, la quarantaine existerait encore et au lieu d'être dans la bourse des cultivateurs canadiens, ces $4,325,246 seraient dans celle des cultivateurs américains.

Les tableaux suivants font voir les proportions de ce commerce, sous l'un et l'autre régime :

Années.	Nombre.	Valeur.
1893	402	$ 11,032
1894	256	3,771
1895	882	19,216
1896	1,645	8,870
1896—30 juin au 31 décembre	577	9,717
4½ ans.	3,762	$52,606
1897 31 janvier au 30 juin	35,421	$ 499,921
1898	87,905	1,239,448
1899	90,409	1,273,846
1900	86,989	1,401,137
3½ ans	301,073	$4,377,852

point que dans Ontario, surtout, la plupart des cultivateurs les tuaient pour avoir la peau. Le tableau suivant, faisant voir le nombre et la valeur des *betes bovines d'un an ou moins*, exportées aux Etats-Unis, montre clairement ce que l'abolition de la quarantaine américaine a fait gagner aux cultivateurs canadiens :

	Nombre	Valeur
1894	37	$ 632
1895	586	1,410
1896	1,589	6,244
	3,212	$8.288
1897	4,688	29,613
1898	12,231	108,001
1899	24,396	251,349
	41,315	$388 963

Sous le régime conservateur, la moyenne du prix de ces jeunes animaux a été de $2.58 par tête ; sous le régime libéral, elle a été de $9.41, ou 3.65 fois plus. C'est-à-dire que pour chaque $100 qu'il aurait eu pour ces animaux sous le régime conservateur, le cultivateur a eu $365 sous le régime libéral et qu'au lieu de vendre son jeune bétail $2.58 par tête, en moyenne, il l'a vendu $9.41, ou $6.83 de plus. Sur le nombre de bêtes exportées durant les trois dernières années, cela fait une différence de $282,181.

Ce n'est pas la Providence qui a fait gagner cela aux cultivateurs ; c'est l'hon. M. Fisher, au moyen de l'abolition de la quarantaine aux Etats-Unis.

BENEFICE DE $12,810,752

Ce que nous venons de voir n'est qu'une parcelle des bénéfices que l'hon. M. Fisher a procurés à nos cultivateurs, en leur ouvrant le marché américain pour leur bétail impropre à l'exportation en Angleterre.

En 1896, ainsi que nous l'avons vu plus haut, nous avons exporté aux Etats-Unis, en tout et partout, 1,645 bêtes à cornes, qui ont été payées à nos cultivateurs $8,870, ou une moyenne de $5 39 par tête. C'était AVANT l'abolition de la quarantaine. En 1900, APRES l'abolition de la quarantaine, nous avons exporté aux Etats-Unis 86,989 bêtes à cornes,

Ces chiffres, pourtant, ne donnent qu'une idée imparfaite des avantages procurés à nos cultivateurs par l'abolition de la quarantaine aux Etats-Unis.

Pour l'exportation en Angleterre, il faut du bétail "fini", c'est-à-dire gras, prêt à la boucherie. Il faut aussi du gros bétail, vu que le prix du transport sur les steamers se payant à tant par tête, sans égard à la taille, le fret absorberait une trop forte proportion du prix des petits animaux. Ces derniers, par conséquent, ne peuvent s'exporter avantageusement qu'aux Etats-Unis. Or, sous le régime conservateur, la quarantaine empêchait cette exportation et les jeunes animaux se donnaient, à tel qui ont rapporté à nos cultivateurs $1,401,137, ou une moyenne de $16.10 par tête, ce qui fait une augmentation de $10.71 par pièce de bétail.

Aux prix courants, sous le régime conservateur, ces 86,989 bêtes auraient rapporté à nos cultivateurs $468,870 ; aux pirx obtenus sous le régime libéral, grâce à l'abolition de la quarantaine, ils ont rapporté $1,401,137, ou $932,267 de plus.

C'est déjà beaucoup ; mais c'est loin d'être tout.

La hausse de prix—$10.71 par tête—causée par la demande pour le marché américain, s'est naturellement appliquée aux animaux achetés pour la boucherie et la consommation dans le pays. D'après les renseignements fournis au ministère de l'agriculture, le nombre d'animaux ainsi achetés pour la consommation dans le pays, en 1900, aurait été de

1,110,000. Sur ce nombre, l'augmentation de $10.71 par tête, que nous avons vue plus haut, forme une somme de $11,888,100. Si vous ajoutez à cela les $931,652 représentées par la hausse sur le nombre exporté, vous arrivez à un total de $12,819,752.

Ces douze ou treize millions de surplus dans le produit de la vente de leurs bêtes bovines, ce n'est pas la Providence qui les a procurés aux cultivateurs du Canada, c'est l'hon. M. Sydney Fisher, le digne ministre de l'agriculture dans le gouvernement Laurier qui, par son intelligence des affaires, est arrivé à ce splendide résultat en obtenant du gouvernement des Etats-Unis l'abolition de la quarantaine, que ses prédécesseurs conservateurs ne s'étaient jamais occupés d'obtenir ou n'avaient jamais pu obtenir.

Aujourd'hui, les acheteurs pour le marché américain parcourent constamment les campagnes dans plusieurs parties du pays, la vente du bétail de qualité inférieure est active, le marché n'est plus encombré, et au lieu d'être obligés, comme sous le régime bleu, de tuer une partie de ce bétail pour s'en débarrasser et n'avoir que la peau, qui se vendait de 25 à 50 centins, nos cultivateurs ont le gros prix, vendent facilement et font de l'argent.

Est-il un honnête cultivateur, conservateur comme libéral, qui refusera d'admettre que les bêtes à cornes se vendent aujourd'hui plus facilement et plus cher qu'il y a quatre ans ?

Cette amélioration, qui représente pour la classe agricole un bénéfice d'une douzaine de millions par année, ce n'est pas la Providence, c'est la politique du gouvernement Laurier qui l'a opérée. Aujourd'hui, comme avant 1896, les vaches ne mettent bas qu'une fois l'an et n'ont qu'un veau par portée ; mais aujourd'hui, au lieu d'être obligé de tuer ce veau pour la peau, le cultivateur l'élève, parce qu'il sait qu'il peut le vendre avantageusement.

COMPARAISON SIGNIFICATIVE

Nous attirons particulièrement l'attention des cultivateurs sur les tableaux suivants, qui font voir l'augmentation extraordinaire dans l'exportation de certains produits de ferme.

BEURRE

Années	Quantité	Valeur
1893...........	7,036,013 lbs...........	$ 1,296,814
1894...........	5,564,621 "	1,095,588
1895...........	3,650,256 "	697,476
1896...........	5,889,241 "	1,052,089
	22,110,133 lbs	$4,141,967
1897...........	11,453,351 lbs...........	2,060,173
1898...........	11,253,787 "	2,046,686
1899...........	20,139,196 "	3,760,873
1900...........	25,290,737 "	5,122,556
	68,106,070 lbs	$12,959,288
Augmentation sous le régime libéral......	45,995,937	$8,817,321.

FROMAGE

1893.................	133,846,365 lbs.............	$13,407,470
1894.................	154,977,480 "	15,488,191
1895.................	146,004,650 "	14,253,002
1896.................	164,689,123 "	13,956,571
	599,517,618 "	$57,105,234
1897.................	164,220,699 "	$14,676,239
1898.................	196,703,323 "	17,572,763
1899.................	189,827,839 "	16,776,765
1900.................	185,984,430 "	19,856,324
	736,736,291 "	$68,882,091
Augmentation sous le régime libéral..........	137,218,673 "	$11,776,857

BACON

1893.................	17,288,311 lbs.............	$ 1,830,368
1894.................	26,326,840 "	2,754,479
1095.................	37,526,058 "	3,546,107
1896.................	47,057,642 "	3,802,135
	128,698,851 "	$11,833,089

1897	59,646,050	lbs.	....	5,060,393
1898	76,844,948	"	....	7,291,285
1899	111,868,938	"	....	9,953,582
1900	132,175,588	"	....	12,471,494
	380,435,524			$34,775,557
Augmentation sous le régime libéral	251.736,6[illegible]3	"		$22,943,468

ŒUFS

1893	6,805,432	doz.	..........$	868,007
1894	5,141,586	"	....	714,054
1895	6,500,817	"	....	807,990
1896	6,520,678	"	....	807,086
	24,968,513	"	..........$	3,197,137
1897	7,476,636	"	....	978,479
1898	10,369,996	"	....	1,255,304
1899	9,652,512	"	....	1,267,063
1900	10,187,906	"	....	1,457,902
		"		
	37,687,050	"		$ 4,958,748
Augmentation sous le régime libéral	12,718,537	"	............$	1,761,611

POMMES

1893	1,187,665	barils	$2,731,223
1894	278,238	"	808,473
1895	853,268	"	1,821,463
1896	567,182	"	1,416,470
	2,886,353	"	$6,777,629

1897	1,664,470	barils	$2,502,968
1898	439,418	"	1,306,681
1899	1,075,068	"	2,621,352
1900	956,359	"	2,578,033
	[illegible],135,315	"	$9,009,034

Augmentation sous le régime libéral, 1,248,962, ou 43.27% dans la quantité, $2,231,405 ou 32.89% dans la valeur.

AUTRES FRUITS

1894	$24,884	1897	$ 31,220
1895	40,602	1898	36,806
1896	15,089	1899	162,473
	$80,575		$230,499

Augmentation sous le régime libéral, $149,924, ou 185.19 pour 100.

VOLAILLES ABATTUES

	Angleterre	Etats-Unis	Total
1894	$ 11,867	$ 2,952	$ 20,362
1895	1,824	11,167	20,091
1896	3,075	8,618	18,992
	16,766	22,737	59,445
1897	$ 14,875	$ 33,943	$ 57,271
1898	72,196	20,907	101,206
1899	129,960	7,060	140,142
	217,031	61,914	298,519
Augmention sous le régime libéral........	**$200,265**	**$39,177**	**$239,074**
	1019.44%	**172.30%**	**402.18%**

VOLAILLES VIVANTES

1894	$ 4,534	$ 52,023	$ 61,370
1895	5,021	36,574	45,858
1896	5,451	67.482	76,391
	15,006	156,079	183,619
1897	$ 43,279	$ 65,488	$ 111,349
1898	10,216	42,714	59,939
1899	17,079	31,110	54,543
	$ 70,574	$ 139,312	$ 225,831
Augmentation sous le régime libéral........	$55,568 (dim) 370.30%	$16,767	$42,212 22.98%

Sur ces huit articles seulement, il y a une augmentation de $47,901,877, ou une moyenne de douze millions par année.

LA PRINCIPALE CAUSE D'AUGMENTATION LE COLD STORAGE

Le beurre, le fromage, les viandes, les oeufs et les fruits verts, notamment les pommes, sont des articles périssables, ou susceptibles de se détériorer au cours des manipulations requises pour les rendre sur les marchés, surtout ceux d'Angleterre, si le transport ne se fait pas dans les conditions voulues de température, de fraîcheur et de ventilation. Jusqu'en 1896, l'absence de ces conditions dans les moyens de transport à la disposition de nos cultivateurs, avait mis leurs produits au dernier rang sur les marchés anglais, où nous n'obtenions naturellement que les plus bas prix, quand nos produits n'étaient pas absolument refusés, tant ils avaient mauvaise réputation. L'empaquetage laissait aussi beaucoup à désirer, de même que la préparation de certains articles et, pour comble de malheur, la plupart des négociants anglais qui avaient de mauvaises denrées à vendre, venant des Etats-Unis ou d'ailleurs, ne se faisaient pas scrupule de les passer sous l'étiquette de " produits canadiens. "

Cette mauvaise réputation, malheureusement un peu méritée, faisait un tort énorme à nos cultivateurs, ainsi que le constataient depuis longtemps dans leurs rapports, les agents que le gouvernement avait en Angleterre—même Sir Charles Tupper, qui était commissaire du Canada à Londres depuis 1885, précisément pour s'occuper de ces choses-là.

Un homme compétent, à la tête du ministère de l'agriculture, un homme dévoué aux intérêts des cultivateurs, aurait vu de suite ce qu'il y avait à faire et se serait empressé d'apporter remède au mal. Mais les premiers ministres conservateurs, dont les intérêts agricoles étaient le moindre des soucis, ne mettaient au ministère de l'agriculture que des créatures politiques—des brasseurs, des médecins, des avocats, des hommes sans expérience dans les affaires agricoles, ne connaissant pratiquement rien de ce qu'il fallait faire pour améliorer la production et le commerce des produits de ferme. Ce qui agravait encore la position, c'est que les conservateurs étant presque constamment en chicane, en guerre intestine, les cabinets changeaient constamment, en sorte que les ministres qui avaient la direction des affaires d'agriculture ne restaient pas assez longtemps en charge pour se mettre au courant de la situation et adopter des mesures efficaces. En quatre ans, de 1892 à 1896, nous avons eu successivement pour ministres de l'agriculture M. Angers et le Dr Montague, aussi incompétents l'un que l'autre en matières agricoles.

Telle était la situation quand l'administration du ministère de l'agriculture fut confiée à l'hon. M. Fisher, en juillet 1896.

LE " COLD STORAGE " SOUS LES CONSERVATEURS.

A force de représentations, le professeur Robertson avait fini par obtenir pour 1896 un mince crédit de $16,000, destiné à faire l'essai du "cold storage." L'accommodation organisée à bord de quelques steamers sous le régime conservateur, se bornait à un compartiment isolé, refroidi avec de la glace, qui était mise à bord à Montréal, et dépourvu de ventilation. La glace fondait bien avant l'arrivée des steamers en Angleterre, la température s'élevait et, faute de ventilation pour faire disparaître l'humidité, il se produisait une moisissure qui gâtait la plus grande partie des produits transportés, leur donait une apparence repoussante qui les faisait refuser par les commerçants ou en abaissaient le prix presque à rien.

Voilà le beau système que les conservateurs donnaient aux cultivateurs canadiens pour le transport en Angleterre de leurs produits périssables.

RESULTATS DESASTREUX

Inutile de dire qu'avec un pareil système, on arrivait nécessairement à des résultats désastreux. On avait tenté l'exportation des fruits et voici ce que dit le professeur Robertson de cette tentative, dans le *Rapport du Ministere de l'Agriculture pour 1896.* " Les fruits de nature périssable, tels que les raisins et autres, sont arrivés tout endommagés, presque entièrement perdus. Comme les steamers n'étaient pas munis d'appareils mécaniques de réfrigération, les caisses ne pouvaient pas être refroidies et il est douteux que les fruits eussent pu être conservés, après que la décomposition avait commencé activement, même s'ils avaient été refroidis lors de leur embarquement dans les steamers."

Tels furent les résultats obtenus pour le transport des fruits avec le "cold storage " des conservateurs.

De $3,099,958 en 1893, la valeur des fruits exportés du Canada était tombée à $1,716,278 en 1896, soit une diminution de $1,383,680, ou de 82.62 pour 100. Par l'incurie ou l'incompétence des ministres qu'ils mettaient à la tête du département de l'agriculture, les gouvernements conservateurs faisaient perdre ces millions aux cultivateurs.

C'est sur les pommes que l'effet de cette criminelle négligence s'était principalement fait sentir. De $2,731,223 en 1893, la valeur de nos exportations de pommes était tombée à $1,416,470, soit une diminution de $1,314,753, ou 92.81 pour 100.

Il y avait eu pareilement une diminution de $20,362 dans l'exportation des oeufs et de $1,370 dans celle des volailles abattues.

Comme on le voit, tout allait en baissant, et avec cinq ans de plus de ce néfaste système, de ce régime d'incompétence et d'incurie, nous aurions complètement perdu le marché anglais, pour les produits de nature périssable ou susceptibles de se gâter durant le transport.

L'exportation du beurre avait subi le sort commun : elle était tombée de $1,296,814 en 1893, à $1,052,089 en 1896, soit une diminution de $244,725.

Voici un rapport, au sujet d'une consignation expédiée par le ministère même de l'agriculture, en 1895, en se servant du " Cold Storage " organisé par les cultivateurs, qui peut donner une idée de l'affreux état des moyens de transport fournis aux cultivateurs par les gouvernements conservateurs.

" Manchester, 22 mai 1895.

" **Chers messieurs,—Nous** avons l'honneur de vous transmettre des renseignements détaillés sur les différentes consignations de beurre canadien, et les notes que nous avons prises à l'arrivée de chaque consignation.

" Les plus hauts prix payés durant la saison ont été pour le " Lennoxville ", 92 chelins, et le " Chesterville ", 86 chelins. Pour la dernière consignation, 74 et 76 chelins ont éte les plus hauts prix pour la meilleure qualité. Nous avons été obligés de vendre quelques lots à 70 et 68 chelins.

" 271 paquets reçus par le " Pavonia ".

" 45 boîtes, Wellman, bon grain, fortement coloré, goût de navet, trop vieux.
" 21 boîtes, Lennoxville, vieux, bien fait, bien conservé.
" 6 " Chesterville, variable.
" 18 " Colloden, vieux, fortement coloré.
" 18 " Spencerville, fortement coloré, très salé, rance.
" 18 " Brantford, vieux, goût de navet.
" 6 " Goldfield, fortement coloré, saveur nette.
" 11 tinettes, Gladstone, saveur nette, assez bon.
" 34 " Warkworth, fortement coloré, mauvais
" 62 " Ballantyne, bon, en partie vieux, fortement coloré, trop salé.
" 18 " Ballantyne, bon, en partie vieux, fortement coloré, trop salé.
" 14 " Avonbank, assez bon, fortement coloré, trop vieux.

" **La couleur doit être pale, le beurre pas trop salé, disons trois pour cent de sel, être enveloppé dans du parchemin et, comme de raison, avoir une saveur nette.**

" Quoique les boîtes de 56 lbs soient les meilleures pour l'empaquetage, nous donnerions la préférence à celles de 112 lbs, si l'on pouvait se les procurer exactement telles que celles employées par les Danois, MAIS NON, SI ELLES POUVAIENT ETRE RECONNUES COMME CA-

NADIENNES. La raison que nous avons pour cela, c'est que si la qu lité était très bonne les commerçants de gros achèteraient de nous vendraient l'article tout simplement comme un "kiel" de beurre, sa donner sa provenance, et nous obtiendrions certainement de meille prix.

" Toutes les tinettes canadiennes que nous avons vues sont com des seaux de saindou. Le préjudice contre ces tinettes diminue et les p gros commerçants les prennent facilement.

" Vos dévoués,

ANDREW CLEMENT & FILS."

DESASTREUSE TENTATIVE

En 1895, le Dr Montagu, ministre de l'agriculture dans le gouvern ment conservateur de Sir Mackenzie Bowell, tenta un effort pour fa revivre l'exportation du beurre canadien en Angleterre, qui diminu d'année en année et arrivait à rien. A cette fin, il acheta aux frais gouvernement 57,748 livres de beurre, qu'il envoya et fit vendre en A gleterre. Le 12 février 1896, en réponse à une interpellation de M. McM lan, député de Huron-Sud, il a fait connaître dans les termes suivan les résultats désastreux de cette tentative :

" 57,748 livres de beurre de beurrerie furent expédiées en Angleter par le gouvernement, qui avait payé ce beurre 20 centins la livre. prix net réalisé à Montréal pour toute la consignation, déduction faite tous les frais à Montréal et jusques en Angleterre, a été de 14.38 ce tins la livre."

C'est de cette consignation que parle la lettre de MM. Andrew C ment & Fils.

Si le " cold storage " fourni par les conservateurs valait quelq chose, comment expliquer le fait que le beurre expédié dans ces vilain glacières a été trouvé vieux et rance à son arrivée en Angleterre, apr avoir été mis frais à bord des steamers ? Comment se fait-il que le go vernement ait perdu 5.62 centins la livre, sur cette consignation ?

Les journaux et les orateurs bleus sont invités à expliquer ce mystère.

Voilà l'œuvre des conservateurs.

Avec les moyens de transport qu'ils fournissaient aux cultivateurs, les pommes et les fruits étaient pourris quand ils arrivaient en Angleterre, le beurre était à moitié gâté, rance et naturellement personne n'en voulait.

REFORMES OPEREES PAR LES LIBERAUX

En prenant la direction du ministère de l'agriculture, en juillet 1896, l'hon. M. Fisher s'occupa de suite d'améliorer ce triste état de choses, en organisant un système pratique et complet de transport à froid.

Cultivateur pratique lui-même et connaissant par expérience les affaires de laiterie et de beurre, il savait que ce dernier produit doit être tenu à une température fraiche ou basse à partir du moment où il est fait jusquà celui où il est livré au consommateur, et que pour valoir quelque chose, un système de transport à froid, ou "cold storage", doit former un enchaînement complet depuis la beurrerie jusqu'au marché en Angleterre.

Le système organisé par lui en 1897 comprend donc, en premier lieu, le hangarage à froid aux beurreries mêmes et à cette fin il accorda des boni aux propriétaires de beurreries pour leur faire organiser ce hangarage à froid. 317 beurreries se sont prévalues de ces boni de $100 chacun et beaucoup de propriétaires d'autres beurreries, voyant l'avantage qu'il y avait à le faire, ont organisé à leurs propres frais des chambres à froid, pour conserver leur beurre, d'après les plans fournis gratuitement par le ministère de l'agriculture.

M. Fisher s'occupa ensuite d'améliorer le transport à froid sur les chemins de fer, qui était des plus défectueux, et depuis 1897, grâce aux représent[illegible] Grand Tronc, au Pacifique et aux autres compagnies, ce service est aussi parfait qu'on puisse raisonnablement le désirer. Les chars-réfrigérateurs partent maintenant de 42 points différents et le service embrasse pratiquement tout le Canada.

Aux glacières imparfaites et sans ventilation que ses prédécesseurs avaient installées à bords des steamers, l'hon. M. Fisher a substitué les

chambres à refroidissement mécanique du système Linde, l'un des plus perfectionnés qui soient en usage dans tout le monde. Ce système fut installé à bord de 17 steamers et sur les chars de plusieurs lignes de chemins de fer desservant, comme points de départ, 20 endroits différents ; en 1898, à bord de 22 steamers et sur des chars desservant 25 points de départ ; en 1899, à bord de 23 steamers et sur des chars desservant 42 points de départ ; en 1900, à bord de 28 steamers et un beaucoup plus grand nombre de points de départ, dans le service des chemins de fer.

En 1895 et 1896 les arrangements pour le transport à froid ne comprenaient que DIX steamers, ne partant que de Montréal, avec Londres et Liverpool pour seuls points de destination. Aujourd'hui, le système comprend 28 steamers partant non seulement de Montréal, mais aussi d'Halifax et de St-Jean, et fréquentant en Angleterre cinq ports au lieu de deux, et il y a en sus les steamers de la ligne Pickford & Black, entre Halifax et les Indes Occidentales.

NEGLIGENCE CRIMINELLE DES CONSERVATEURS

Le système Linde, mentionné plus haut et adopté par l'hon. M. Fisher, était bien connu sous le régime conservateur et même employé par plusieurs particuliers dans le pays.

Alors, direz-vous, pourquoi le gouvernement n'employait-il pas ce système perfectionné ?

Tout simplement parce que, pour cause d'incompétence ou d'incurie, ou par mépris de la classe agricole, les avocats et les médecins que les conservateurs mettaient à la direction du ministère de l'agriculture, ne s'occupaient des affaires des cultivateurs qu'à temps perdu, dans les rares moments de calme qui séparaient leurs querelles intestines.

C'est une négligence criminelle, dont les électeurs de la campagne devront tenir compte en temps et lieu opportuns.

DEPENSE POUR LE " COLD STORAGE "

Depuis la confédération jusqu'à 1896, **LES CONSERVATEURS ONT DEPENSE EN TOUT**, pour procurer les avantages du " cold storage " aux cultivateurs, **LA SOMME DE SEIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE ET UNE PIASTRES.**

C'était en 1896, la dernière année de leur règne.

Combien ont dépensé les libéraux pour les mêmes fins, depuis quatre ans seulement qu'ils sont au pouvoir ?

$334,059—c'est-à-dire $39,657 en 1897 ; $70,702 en 1898 ; $83,700 en 1899 et $70,000 en 1900. Pour l'exercice en cours, 1900-1901, l'hon. M. Fisher a fait voter $100,000 pour ce service.

Qui a donné aux cultivateurs les avantages d'un système efficace de *cold storage* ?

Sont-ce les conservateurs ou les libéraux ?

APPRECIATION DE L'OEUVRE DE L'HON. M. FISHER

L'*Ice and Cold Storage*, journal publié à Londres, s'occupe exclusivement des questions de transport à froid et fait autorité en ces matières. Voici ce qu'il disait en mai dernier :

" Quand on écrira l'histoire des industries agricoles du Canada, leur progrès, de toute vérité, devra dater de 1896."

Puis, après avoir exposé tout ce qu'a fait l'hon. M. Fisher pour le " cold storage ", il continue :

" Par ces moyens, on arriva de suite à améliorer ostensiblement la qualité du beurre canadien, qui commença immédiatement à hausser en réputation et en prix, hausse qui, nous sommes heureux de le constater, s'est toujours continuée depuis. De 10 à 12 chelins le 100 livres au-dessous de celui d'Australie en 1895, le prix du beurre canadien a monté à 8 chelins au-dessus en 1899, sur le même marché, que le produit canadien a conquis par son propre mérite. Nous tenons de la meilleure source que le prix obtenu l'année dernière par le cultivateur canadien pour son beurre a été d'un penny la livre plus élevé qu'en 1895 et que la Grande Bretagne en a pris l'année dernière pour plus de £1,000,000.

L'erreur commise par le gouvernement précédent était, comme de raison, LA POLITIQUE DE PARCIMONIE qu'il avait adoptée à ce sujet. Les conservateurs voulaient faire les choses en petit et refusaient de faire voter l'argent nécessaire pour organiser avec succès un bon système. Le ministre actuel (l'hon. M. Fisher) a hardiment demandé à ses collègues de lui accorder à cette fin un crédit de £20,000 par année pour

trois ans et il l'a obtenu. La conséquence a été de faire entrer des centaines de mille louis dans la bourse des cultivateurs canadiens."

Après avoir cité la statistique officielle faisant voir l'augmentation de l'importation du beurre canadien en Angleterre, il ajoute :

" L'on voit clairement par là que, grâce au " cold storage ", les cultivateurs canadiens ont reçu durant les quatre dernières années pour leur beurre £1,227,400 de plus qu'ils n'auraient eu sans le " cold storage ". Peu refuseront d'admettre, au moins, que le ministre actuel de l'agriculture a fait quelque chose qui honore sa position et bénéficie aux cultivateurs."

Quant au transport des fruits, voici ce que disait dans le *Times*, de Londres, du 16 novembre 1899, M. Sampson Morgan, qui est à la tête de cette division de la rédaction du grand journal anglais :

" Je suis décidément d'opinion qu'aujourd'hui les exportations de fruits canadiens se font dans de meilleures conditions de transport que celles de n'importe quelle autre colonie, même la Tasmanie, qui exporte des fruits au Royaume-Uni."

Dans son rapport officiel à son gouvernement, le consul des Etats-Unis, à Londres, écrivait l'année dernière au sujet de l'œuvre accomplie par le ministère de l'agriculture depuis l'avènement des libéraux au pouvoir :

" De la statistique fournie par le livre bleu sur le commerce pour 1898, il ressort deux faits remarquables—que l'augmentation dans les importations des Etats-Unis l'année dernière a été principalement dans les produits des manufactures, et que le Canada est le plus fort concurrent des Etats-Unis pour les produits de la forêt et de la ferme. Cette compétition de la part du Canada sur les marchés d'Angleterre est plus vive que jamais : les cultivateurs et les exportateurs des Etats-Unis agiront sagement en se mettant bien dans l'esprit que d'après les apparences, il est sûr que cette compétition va augmenter. Que cette compétition doive exister, c'est inévitable, à cause de la similarité des produits naturels et des produits de ferme du Canada et des Etats-Unis et l'égale distance qui sépare ces deux pays des marchés anglais. Mais durant les deux dernières années, le fonctionnement du système de surveillance et d'aide organisé par le gouvernement du Canada a donné un fort élan au commerce canadien."

Puis, abordant la question du transport à froid il continue :

" C'est une entreprise du gouvernement, qui est unique dans l'histoire des relations des gouvernements avec le commerce. L'outillage employé durant les deux dernières années a été mis en œuvre par le ministère de l'agriculture, à Ottawa. Le but n'est pas seulement d'augmenter la demande en Angleterre pour le fromage, le beurre, les œufs, les volailles et les fruits du Canada, mais surtout d'améliorer les moyens de transport par chemin de fer et par steamers de façon à ce que ces produits puissent être mis sur les marchés dans les meilleures conditions possibles et sous l'apparence la plus attrayante. Le système va même plus loin, et l'un des buts qu'il cherche à atteindre est d'améliorer constamment la qualité des produits expédiés en Angleterre et d'assurer ainsi aux produits du Canada une bonne et solide réputation.

" Pour assurer ces avantages, le ministère de l'agriculture a d'abord envoyé des experts pour aider à l'établissement des beurreries. Il a aussi fait connaître aux cultivateurs canadiens les produits le plus en demande en Angleterre et ces experts leur ont enseigné comment préparer les volailles pour le marché anglais, comment préparer et empaqueter les autres produits de ferme destinés à ce marché. Il a complété cette œuvre en faisant avec les compagnies de chemins de fer et de steamers des arrangements pour assurer le transport à froid de ces produits. Durant la saison d'exportation, toutes les compagnies de chemins de fer canadiens dont les trains atteignent le littoral, directement ou par raccordement, font circuler au moins une fois par semaine des chars-réfrigérateurs entre les endroits de l'intérieur et les ports de mer. Les cultivateurs qui expédient des produits par ces chars paient au taux du tarif ordinaire ; mais le gouvernement garantit aux compagnies les deux tiers de la charge d'un char de produits. Par ce moyen, le gouvernement assure la régularité et la continuité du service. Aux ports d'embarquement, le gouvernement a pourvu à des entrepôts réfrigérateurs pour recevoir et emmagasiner les produits en attendant qu'ils soient mis à bord des steamers.

" Pour induire les compagnies de steamers à s'intéresser à ce système, le gouvernement leur a payé la moitié des frais d'installation, à bord d'une vingtaine de steamers, de compartiments munis d'appareils réfrigérants. En retour de cette aide, les compagnies se sont engagées à transporter les produits dans ces compartiments à refroidissement aux taux courants du fret, plus une charge additionnelle de 10 chelins ($2.43) la tonne pour le service et l'accommodation de l'emmagasinage

à froid. Ces arrangements sont pour trois ans. Au moment où j'écris ce rapport, la saison est sur le point de commencer. Si cette organisation fonctionne avec autant de succès qu'en 1897, il y a raison de croire que les espérances du ministre de l'agriculture seront plus que réalisées et qu'après cette expérience de trois ans, le commerce sera définitivement établi et aura tellement augmenté, qu'il n'aura plus besoin de l'aide du gouvernement, non plus que de la grande attention et de la surveillance assidue que lui a donnée le ministre de l'agriculture.

" Ce système d'encouragement par le gouvernement a été additionné d'une subvention en argent à toutes les beurreries munies d'une chambre à refroidissement, installée d'après les spécifications et les plans fournis par le ministère de l'agriculture. Cette subvention est de $50 pour la première et de $25 pour chacune des deux années suivantes.

" Dans mes rapports consulaires, j'ai déjà signalé plusieurs fois le vaste champ qu'offrent les marchés anglais aux cultivateurs américains pour les volailles et les fruits. Le gouvernement du Canada s'est emparé de cette affaire. On a envoyé, à titre d'assai, plusieurs consignations de volailles et de fruits du Canada qui ont joliment réussi et le commerce de ces deux produits va être poussé. Les autorités canadiennes recommandent de bien engraisser les dindons et les poulets avant de les abattre.

"L'exportation du beurre du Canada en Angleterre a subi beaucoup de fluctuations. Elle a monté au plus haut chiffre en 1881, alors que sa valeur s'est élevée à $3,333,419. A partir de cette date, par suite de la concurrence européenne (particulièrement celle du Danemark) elle a décliné graduellement jusqu'en 1889, alors que la valeur de ces exportations est tombée à $174,027 Le commerce s'est ravivé un peu à partir de 1889, mais ne s'est pas développé d'une manière régulière. Son développement actuel date de 1897, sous l'impulsion donnée par le gouvernement, au moyen d'instructions sur la manière de préparer, d'expédier, etc., et des steamers subventionnés, à chambres de refroidissement, et le commerce est monté d'un bond à $1,912,389, au lieu de $893,053 en 1896. En 1898, la valeur des exportations de beurre du Canada a été de $1,915,-550.

" Le développement de l'exportation du fromage canadien a été constant. En 1868 la valeur des exportations en Angleterre n'était que de

$548,574 ; elle a monté à $3,772,769 en 1896 ; à $14,645,859 en 1897 et $17,522,681 en 1898."

Voici un autre témoignage dont les conservateurs ne sauraient mettre la valeur en doute. Le *Montreal Gazette*, l'organe le plus accrédité du haut commerce et le plus respectable du parti conservateur, disait le 9 août dernier :

" Le Canada a obtenu à l'exposition de Paris le grand prix pour les produits de laiterie conservés en " cold storage ". Cette nouvelle n'a pas lieu de nous surprendre. Il n'y a guère de doute que pas un autre pays n'a, autant que le Canada, développé l'idée du " cold storage " pour l'expédition des produits de la laiterie."

Avec de pareils témoignages, l'hon. M. Fisher a beau se moquer des sornettes du vieux Tupper et de ses jeunes subalternes.

AUTRES AMELIORATIONS

A part les moyens de transport en bon état de conservation, l'hon. M. Fisher a procuré encore d'autres avantages aux cultivateurs pour la vente de leurs produits en Angleterre.

La préparation et l'empaquetage des produits destinés à l'exportation, de façon à les mettre en état de rencontrer toutes les exigences ou les coutumes des marchés sur lesquels ils doivent être vendus, figurent au premier rang des éléments de succès. L'hon. M. Fisher a pourvu à cela en employant des gens du métier, des experts, qui surveillent la réception des produits périssables au port de Montréal, leur embarquement à bord des steamers et leur débarquement en Angleterre. Ces experts font aussi des études soignées sur les modes de préparation, d'empaquetage des produits et le résultat de ces études pratiques est communiqué dans des bulletins distribués aux cultivateurs. Quand les steamers ne sont pas prêts à charger les produits périssables amenés par les chemins de fer, ces employés du gouvernement voient à les faire déposer dans des entrepôts de refroidissement, pour les conserver en parfaite condition. De l'autre côté de l'Atlantique, il y a de ces experts aux ports de Londres, Liverpool, Bristol et Glasgow pour surveiller pareillement le débarquement de ces produits et leur donner les mêmes soins de conservation, jusqu'à ce qu'ils soient livrés au commerce.

ARBITRE POUR LE BEURRE ET LE FROMAGE

Il surgit souvent des contestes entre vendeurs et acheteurs de beurre et de fromage au sujet de la qualité de ces articles. Pour permettre de règler plus facilement ces contestations et les empêcher de tourner ou dégénérer en procès dispendieux, l'hon. M. Fisher a nommé et emploie un expert qui décide gratuitement ces contestes, au grand avantage de toutes les parties concernées. L'Association des Marchands de Beurre et de Fromage, l'une des divisions de la Chambre de Commerce de Montréal, a passé à ce sujet la résolution suivante, le 16 juillet dernier :

" Cette assemblée approuve cordialement la nomination par le ministre de l'agriculture d'un officier compétent comme arbitre, à Montréal, auquel doivent être référées toutes les disputes qui peuvent s'élever au sujet de la qualité du beurre et du fromage, entre les propriétaires de beurreries et de fromageries et les marchands, et dont la décision doit être finale, quant à la qualité."

Ce témoignage ne manque ni d'importance ni de valeur.

RESULTATS OBTENUS—DES MILLIONS DE PLUS POUR LES CULTIVATEURS

Tout cela coûte de l'argent, comme de raison, mais met des millions dans la bourse des cultivateurs.

Voici des faits que nous soumettons à l'attention particulière et à l'honnête jugement des cultivateurs du Canada.

Beurre—Nous avons vu comment, durant les quatre dernières années du régime conservateur, l'exportation du beurre a diminué. De 5,889,241 livres et $1,052,089 en 1896, elle a monté en 1900, après quatre ans d'administration libérale, à 25,259,737 livres et $5,122,573.

Mais ce qui est encore plus remarquable, c'est l'augmentation du prix. Au lieu de 17 8|10 centins la livre, en moyenne, pour 1896, nos cultivateurs ont eu en 1900, grâce aux améliorations opérées par l'administration libérale, 20 3|10 centins, ou 2½ centins de plus par livre, soit une augmentation excédant 14 pour 100, ou $14 par $100 de beurre vendu.

Pour les exportations de 1900, ou 25,259,737 livres, cette plus-value de 2½ centins forme une somme de $631,493.

Voilà ce que l'intelligente et patriotique administration du gouvernement Laurier a fait gagner en une seule année aux cultivateurs du Canada sur le beurre qu'ils ont exporté.

D'où provient cette plus-value ?

De la hausse des prix en Angleterre ?

Non, pas du tout.

En Angleterre, les prix n'ont pas varié d'un iota ; ils sont réglés d'après une certaine échelle, suivant la qualité, et si le prix de notre beurre a monté, c'est uniquement parce que sa qualité s'est améliorée et l'a mis plus haut dans l'échelle des prix. C'est ainsi qu'il a passé l'échelon du beurre d'Australie et qu'il est arrivé bien près de celui du beurre danois, qui occupe le haut de l'échelle. De 10 à 12 chelins le 100 livres qu'il était au-dessous du beurre australien en 1895, il est monté à 9 shelins au-dessus en 1899.

Or, cette augmentation provenant de l'amélioration de la qualité, dans l'empaquetage et les bonnes conditions de transport, c'est l'œuvre du gouvernement libéral, et en particulier de son habile et actif ministre de l'agriculture, l'hon. M. Sydney Fisher.

Fromage—Pour les mêmes causes et par suite des réformes opérées par l'hon. M. Fisher, le prix du fromage a haussé de 8 4|10 centins en 1896, à 10 7|10 centins en 1900, soit de 2 3|10 centins, ou plus de 26 pour 100. Sur les 185,984,430 livres exportées l'année dernière, cette augmentation forme une somme de $4,277,642, dont les cultivateurs n'auraient jamais vu l'ombre, si les conservateurs eussent été au pouvoir, avec leurs vieilles baraques de glacières humides à bord des steamers.

Œufs—C'est encore un produit dont l'exportation s'en allait à rien sous les conservateurs et que l'administration libérale a ravivée en la faisant bénéficier de l'avantage d'une bonne organisation de transport en compartiments frais et bien aérés. Le prix a monté de 12 5|10 en 1896, à 14½ centins en 1900, ou de 2 centins la douzaine. Sur les 10,167,906 douzaines exportées l'année dernière, cela fait un gain de $203,358, que les cultivateurs n'auraient pas touchées sous le régime défectueux et arriéré des conservateurs.

Bacon—C'est encore un produit auquel l'intelligente politique du gouvernement libéral a donné un élan extraordinaire, en admettant le blé-d'Inde américain en franchise. L'usage du maïs permet de faire l'engrais à meilleur marché et, en mélange ou en alternance avec d'autres grains, il donne une chair qui fait un bacon moins mou et, pour cette raison, plus prisé sur les marchés anglais. Grâce à cette amélioration dans les moyens de production ainsi que dans ceux du transport, le prix a monté de 8 centins en 1896, à 9 4|10 en 1900, ou de 1 4|10 centin la livre. Sur les 136,141,124 livres que nous avons exportées l'année dernière, cela fait au profit des cultivateurs un gain de $1,805,976.

Quelle raison les cultivateurs auraient-ils de mettre de côté le gouvernement qui leur procure pareils avantages pour le remplacer par un gouvernement conservateur qui, en rétablissant les droits sur le blé-d'Inde, ferait retrograder cete industrie du bacon et baisser le prix du lard ?

Volailles—Sous le régime conservateur, l'exportation en Angleterre des volailles abattues, ou mortes, était tombée de $11,867 en 1894, à $3,075 en 1896, ou à rien pratiquement. Faute de bon "cold storage", la chair se gâtait au cours du transport et n'était plus mangeable quand elle arrivait en Angleterre. En améliorant le système de transport à froid, M. Fisher a fait revivre ce commerce, et de $3,075 en 1896, la valeur de ces exportations a monté à $129,960 en 1899, ou dans une proportion excédant 4,126 pour 1. C'est-à-dire que l'administration libérale a créé ce comerce d'exportation.

Pommes—L'exportation des pommes en Angleterre est encore un commerce qui s'en allait au néant sous le régime conservateur, faute des moyens voulus de transport et que l'hon. M. Fisher a fait revivre, atteindre un chiffre considérable, en lui fournissant l'avantage d'un " cold storage " amélioré, dans lequel l'échauffement et la moisissure sont réduits au minimum. Grâce à cette amélioration, le prix de nos pommes pour le marché anglais a monté de $2.49 le baril en 1896, à $2.69 en 1900, ou de 20 centins le baril. Sur la quantité exportée l'année dernière, cela fait un gain de $191,272.

SUPERIORITE DE NOTRE SYSTEME DE "COLD STORAGE"

Les faits suivants démontrent à l'évidence la supériorité du système "cold storage" organisé sous le régime libéral par l'hon. M. Fisher.

L'automne dernier, des pommes furent apportées à Montréal et mises dans un entrepôt de réfrigération, où elles passèrent l'hiver. Au printemps, elles furent expédiées à bord du steamer *Tunisian*, dans l'un des compartiments à refroidissement organisés par les soins des employés de l'hon. M. Fisher. De Liverpool, elles furent envoyées par express à Paris et placées dans les chambres d'emmagasinage à froid, organisées à l'exposition universelle. Ces pommes ont été mises à l'exposition où elles ont eu à soutenir la compétition avec d'autres venant de toutes les parties de l'univers ; elles ont obtenu CINQ MEDAILLES D'OR, DEUX MEDAILLES D'ARGENT, UNE MEDAILLE DE BRONZE et fait l'admiration de tous les connaisseurs qui les ont vues. On ne pouvait pas croire que ces pommes fussent de la récolte de l'année précédente, tant elles étaient fraîches et parfaitement conservées.

Il serait difficile, assurément, de doner une meilleure preuve de la supériorité de notre système de "cold storage", qui a été le seul exhibé à l'exposition de Paris, où il a fait l'admiration de tout le monde.

LA CULTURE DU TABAC

La législation du gouvernement Laurier au sujet du tabac canadien a fait de ce dernier la base d'une industrie qui sera avant peu d'années l'une des plus importantes du pays.

En 1896, lors de l'avènement des libéraux au pouvoir, l'industrie du tabac manufacturé n'existait pas, n'était encore qu'à l'état d'embryon. Aujourd'hui, après seulement quatre ans d'administration libérale, elle a pris un développement considérable et avant longtemps elle deviendra lune des plus grandes industries du Canada.

En 1896, sous le régime conservateur, il y avait dans tout le Canada, 37 manufactures de tabac : 27 opéraient dans des tabacs importés ou étrangers et 10 dans les tabacs canadiens. Pour les fins de manufacture, ces 37 établissements n'employaient que 447,978 livres de tabac canadien.

En 1900, sous le régime libéral et grâce aux réformes opérées par le gouvernement Laurier, il y a dans le pays, 44 manufactures de tabac employant 3,037,464 livres de tabac canadien, une augmentation de près de 3 millions de livres.

Sous le régime conservateur, les cigarettes et les cigares fabriqués de tabac canadien étaient chose inconnue.

L'année dernière, sous le régime libéral, il en a été fabriqué un million et demi dans les manufactures de tabac canadien.

Sous le régime conservateur, en 1896, il n'a été fabriqué avec du tabac canadien, que 474,205 livres de tabac en *plug*. Sous le régime libéral, en 1900, il en été fabriqué 2,588,017, dans les manufactures de tabac canadien, et 1,206,832 livres dans les manufactures de combinaison, soit un total de 3,894,849 livres.

Pour stimuler cette culture et mettre nos gens en état de fournir aux manufacturiers un article de première qualité, le ministère de l'agriculture a nommé un expert qui est chargé de visiter les différentes localités pour donner aux cultivateurs des leçons pratiques sur la manière de traiter le tabac après qu'il est abattu. Le triage, le séchage, le hangarage et l'empaquetage du tabac sont des opérations qui exigent de l'expérience, des connaissances spéciales, pour produire un article de première qualité.

L'œuvre de l'expert employé par le ministère de l'agriculture répand ces connaissances spéciales parmi nos cultivateurs et avant cinq ans, ces derniers produiront un article qui chassera du marché les tabacs que nous importons des Etats-Unis.

FERME DE DEMONSTRATION

Cet employé du ministère de l'agriculture est aussi chargé de l'exploitation d'un champ de démonstration, où il fait des expériences sur la culture des différentes espèce de tabac et des différents modes de préparation, afin de faire bénéficier les cultivateurs du résultat de ses études, de leur donner une direction sure et pratique, de les protéger contre le danger d'essais infructueux.

STATIONS DE DEMONSTRATION

En France et dans plusieurs autres pays de l'Europe, le gouvernement maintien des " stations de démontration ". Dans un certain nombre de localités, il paie une légère indemnité au meilleur cultivateur

de l'endroit pour faire l'expérience des meilleures semences, des meilleures méthodes de culture et donner aux cultivateurs des régions environnantes des leçons ou des renseignements pratiques sur ces cultures. Cette méthode est reconnue comme l'une des plus efficaces pour améliorer la pratique culturale. L'hon. M. Fisher a voulu l'introduire dans le pays et a demandé un crédit à cette fin en en 1899 ; mais l'opposition acharnée des conservateurs, notamment de Sir Charles Tupper, l'a forcé d'ajourner cette réforme. " Je ne crois pas, disait le vieux chef tory, que le ministre de l'agriculture ait établi un cas qui justifierait ce comité de voter de l'argent à une pareille fin." *(Debats*, 1899, p. 8311).

Cela peut donner une idée des dispositions des chefs conservateurs à l'égard de la classe agricole.

TUBERCULOSE ET CHOLERA DES PORCS

La tuberculose des bêtes à cornes et le choléra des porcs, deux affections contagieuses et même épidémiques, au moins pour le choléra, ont causé aux cultivateurs des Etats-Unis des pertes qui se chiffrent dans les millions.

En 1897, la tuberculose fit son apparition dans le pays et produisit presque une panique chez les cultivateurs qui connaissaient les dangers de cette maladie. L'hon. M. Fisher prit de suite des mesures énergiques pour détourner ce fléau. Il employa des médecins vétérinaires pour examiner le bétail, faire abattre les bêtes atteintes de la maladie, et grâce à toutes ces précautions la tuberculose a presque disparu du pays, n'a causé aucun dommage appréciable à nos cultivateurs.

Pour prévenir davantage ce danger, il a été établi à New-Rockland une station expérimentale, où l'on applique le système Bang, qui a donné en Danemark des résultats remarquables.

Des mesures semblables ont été prises à l'égard du choléra des porcs, qui existait à l'état endémique dans l'ouest d'Ontario et menaçait de se répandre partout ailleurs. Le fléau a été circonscrit, la maladie a presque disparu et les précautions nécessaires ont été prises pour l'empêcher de se répandre dans les autres parties du pays.

Des mesures semblables ont été prises pour enrayer le fléau de la gale des bêtes ovines, qui s'est déclaré en 1898 dans la partie méridionale du

territoire d'Alberta. Ce district a été mis en quarantaine, on y a organisé des stations pour laver le bétail et avant peu la maladie a..a complètement disparu.

Tout cela coûte de l'argent, comme de raison ; mais ce sont les cultivateurs qui bénéficient directement de ces dépenses.

ENGRAISSEMENT DES VOLAILLES

En Angleterre, l'engraissement des volailles figure parmi les industries payantes de l'agriculture. Les volailles grasses sont en grande demande et se vendent cher, quand elles sont bien engraissées. Pour faire profiter nos cultivateurs de ce commerce, l'hon. M. Fisher a établi des stations expérimentales pour apprendre à nos gens à faire l'engraissement des volailles comme il se pratique en Angleterre et à produire l'article demandé sur les marchés anglais.

Cette expérience a réussi à merveille. Il y a beaucoup de gens qui se sont lancés dans ce négoce et l'exportation des volailles abattues a déjà pris des proportions respectables, ainsi qu'on l'a vu ailleurs. Avant deux ou trois ans, la valeur des exportations de volailles abattues atteindra le million, au lieu de $3,000 qu'elle était en 1896.

C'est encore une industrie agricole créée par la patriotique et sage politique du gouvernement Laurier.

Comme de raison, Sir Charles Tupper et les gros bonnets tory se moquent de cela. Ces messieurs ne s'occupent que des gros manufacturiers, qui empilent les millions, et ne s'occupent pas plus des cultivateurs que de l'an quarante. Il y a cela, voyez-vous, que les cultivateurs ne souscrivent pas au fonds électoral de ces bons bleus.....

AUTRES REFORMES

L'administration libérale a opéré beaucoup d'autres réformes qu'il serait trop long de faire connaître en détail ; mais on peut dire que sous l'habile, intelligente et énergique direction de l'hon. M. Fisher, le ministère de l'agriculture, sans guère d'utilité pratique sous le régime conservateur, est devenu un puissant et actif facteur de progrès et de prospérité pour la classe agricole. Tout s'améliore, tout progresse et le revenu des cultivateurs augmente dans une proportion extraordinaire.

RESULTAT DE LA POLITIQUE LIBERALE

De même que l'on juge un arbre par ses fruits, de même l'on juge de la politique d'un gouvernement par ses résultats. Il n'y a rien comme les faits pour faire la démonstration d'une chose. Nous donnons plus bas un tableau qui permet de juger de la politique des conservateurs et de celle des libéraux, en faisant voir ce qu'ont été les exportations de produits de ferme en 1896, la dernière année du régime conservateur, et en 1900, sous le régime libéral. Nous attirons surtout l'attention sur la hausse de la plupart des prix obtenus par les cultivateurs pour leurs produits.

Voici ce tableau :

PRODUITS	1896			1900		
	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur
Bêtes à cornes, G.B.	97,042	70 24	$ 6,816,361	115,057	74.48	8,564,257
Bêtes à cornes, E.U.	1,646	5.30	8,870	86,989	16.10	1,401,137
Œufs..............	6,250,678	.12 3	807,086	10,187,906	.143	1,457,902
Beurre	5,889,241	.17.8	1,052,089	25,259.737	.203	5,122,556
Fromage..........	164,689,123	.08.4	13.956,571	185,984,430	.107	19,856,324
Bacon, jambon, lard	55,079,032	.08.	4,445,884	136,141,124	.0.94	12,803,001
Bœuf..............	411,468	.05.1	21,158	2.816,568	0.7.7	218,986
Mouton........	150,013	.05.	7,458	42,750	0.70	3,035
Blé................	9,919,542	.58.	5,771,521	16,844,650	.71.21	11,995,483
Farine de blé......	186,716	$3.85.	718,433	767,355	3 63	2,788,614
Avoine	968,137	.28.	273,861	6,923.461	.30 9	2,140,878
Pois...............	1,757,115	.73.	1.299,491	3,059,926	.70.1	2,145,471
Seigle.............	29	.62.	18	474,572	.58.8	279,286
Blé d'Inde.........	9,765	.36.	3,548	642	.44.4	283
Sarrasin...........	405,000	.42.	173,689	274,580	.53 18	146,055
Patates............	596,635	.38.	227,606	680,513	.48.52	330.227
Foin	214,640	9.21.	1,976,431	175,489	.8.01	1,4[illegible]7,274
Volailles..........			18,992			210.822
Pommes.............	567,182	2 50.	1,416,470	956,859	2 70	2,578,033
Chevaux	21,852	96.70.	2,113,095	8,248	114.12	940,731
Moutons	301,490	5.50.	2,151,283	458,726	4.10	1,822,461
			$ 43,250,915			76,272,821 43,250,915
Augmentation........						$ 33,021,900

Sur ces seuls articles, comme on le voit, il y a une augmentation de $33,021,900. En d'autres termes, sous l'administration libérale, en 1900, les cultivateurs du Canada ont retiré de l'exportation de leurs produits $33,021,900 de plus qu'en 1896, sous le régime conservateur.

Avec un pareil dossier, le gouvernement libéral de Sir Wilfrid Laurier n'a-t-il pas droit à la confiance implicite de la classe agricole ?

DEPENSES POUR L'AGRICULTURE

Ecrasés, plongés dans la confusion par ces merveilleux résultats, les chefs conservateurs se rabattent sur la Providence pour se donner un peu de contenance et cacher leur honte.

Remercions la Providence, mais n'oublions pas que nous sommes aussi redevables de ce progrès à l'action du gouvernement, qui s'est imposé un surcroît de dépenses pour activer le développement de l'industrie agricole. Voici un tableau de ces dépenses pour les quatre dernières années du régime conservateur et les quatre premières du régime ilbéral.

Années	Ferm. Exp.	Division de la laiterie, Ottawa.	Avances à l'industrie laitière	Quarantaine du bétail	Aide aux sociétés d'agriculture	Haras National	Cold Storage	Cholera des porcs	Tuberculose	Total
1893	75,003	31,037		27,963	7,000	6,000				147,003
1894	81,799	24,750	3,883	33,548	7,000	6,000				156,980
1895	78,000	32,925	39,669	22,012	6,420	6,000				185,026
1896	77,500	41,465	17,653	31,419	6,976	6,000	16,741			197,754
					Total pour les 4 ans					$686,763
1897	76,000	33,437	16,218	41,172	6,841	4,000	39,657	12,347		229,672
1898	77,500	29,616	25,000	38,559	7,000	4,000	70,702	9,700	15,330	277,407
1899	75,459	31,143	6,200	30,032	7,000	4,000	83,700	22,902	19,999	280,436
1900	80,000	40,000	60,000	30,000	7.000	4,000	70,000	20,000	15,000	326,032
					Total pour les 4 ans					$1,113,547
1901 Crédits votés.	80,000	40,000	60,000	30,000	7,000	4,000	70,000	15,000	20,000	$356,000

Les sommes inscrites sous l'en-tête de "Haras National" depuis 1896, ont été employées à la publication des bulletins de la ferme expérimentale. Depuis cette date, il n'a rien été payé pour le haras national.

Ainsi qu'on le voit, durant une égale période de quatre ans, il a été dépensé pour l'agriculture $686,763 par les conservateurs et $1,113,547 par les libéraux, ou $426,784 DE PLUS PAR LES LIBERAUX.

Ce n'est pas la Providence qui a fait voter tout cet argent ; c'est le gouvernement Laurier et son digne ministre de l'agriculture, l'hon. M. Fisher.

Pourquoi les conservateurs n'en ont-ils pas fait autant, s'ils sont aussi dévoués que les libéraux à la grande cause de l'agriculture ?

DIFFERENCE A NOTER

Il est facile de voir par ce qui précède que la besogne des employés du ministère de l'agriculture a considérablement augmenté. Or, le nombre de ces employés et leurs traitements ont diminué, ainsi qu'il a été constaté à la dernière session, dans la réponse à une interpellation à ce sujet. Voici les renseignements fournis par cette réponse :

			Diminution.
Nombre de clercs permanents en	1896	47	
" " "	1899	41	
		—	6
Nombre de clercs surnuméraires en	1896	39	
" " "	1899	35	
		—	4
Traitements des clercs permanents en	1896	$50,320 26	
" " "	1899	49,392.50	
		—	927 76
Traitements des clercs surnuméraires en	1896	$16,943.25	
" " "	1899	14,609.21	2,334.04
			$3,261.80

Il y a donc une diminution de 10 dans le nombre des employés et de $3,261.80 dans leurs traitements.

Les ministres conservateurs n'avaient pas d'argent quand il s'agissait de dépenser au bénéfice immédiat des cultivateurs ; mais ils en trouvaient toujours quand il s'agissait de placer des mignons et de les gorger. Les libéraux ont changé tout cela : ils ont dépensé moins pour les employés et plus pour les cultivateurs.

TARIF PREFERENTIEL

S'il est une mesure pour laquelle les cultivateurs doivent avoir de la reconnaissance à Sir Wilfrid Laurier, c'est bien le tarif de préférence accordé à la Grande-Bretagne, ou la diminution des droits de douane sur les marchandises anglaises. Sur les cotonnades, les lainages, les hardes faites, les ferronneries, les outils, les instruments aratoires, enfin sur tous les articles dont les cultivateurs font la plus grande consommation, la diminution des droits de douane résultant de ce tarif de préférence représente une économie de plusieurs millions par année pour la classe agricole. C'est surtout pour l'avantage des cultivateurs, dans leur intérêt plutôt que dans celui des autres classes, que Sir Wilfrid Laurier a adopté cette politique de préférence envers l'Angleterre.

Qui bénéficie le plus de cette diminution des taxes de douane, si ce n'est la classe agricole, qui forme de beaucoup la plus grande partie de la masse des consommateurs de marchandises importées ?

Cette préférence a procuré d'autres avantages bien plus considérables aux cultivateurs canadiens, en donnant, en Angleterre, à leurs produits une popularité et une vogue qui les font rechercher de plus en plus. La négligence, l'incurie, l'ineptie des gouvernements conservateurs avaient réduit la plupart de nos produits de ferme au rôle de " drogues " sur les marchés anglais, et il suffisait qu'un produit vînt du Canada, même lorsqu'il était de bonne qualité, pour être refusé par les commerçants les mieux posés. Tel que constaté par la lettre de MM. Clément & Fils, reproduite plus haut, il fallait cacher la provenance de nos produits pour réussir à les vendre.

Ce pénible et malheureux état de choses est clairement établi par le

montant de nos exportations de produits de ferme qui, au lieu d'augmenter, était tombé de $41,405,537 en 1893, à $40,694,222 en 1896, soit une diminution de $711,315 en trois ans.

Les choses ont bien changé depuis l'avènement des libéraux.

La visite de Sir Wilfrid Laurier à Londres, pour le jubilé de la Reine, la profonde impression qu'il a créée sur l'opinion en Angleterre, la concession du tarif de préférence, l'envoi d'un contingent en Afrique, ont atteint le peuple anglais au coeur, nous ont acquis sa sincère affection, de même que sa vive reconnaissance, et tout cela a donné au commerce avec le Canada une vogue qui fait rechercher nos produits et les a popularisés sur tous les marchés de la Grande Bretagne, de préférence à ceux de tous les autres pays. Comme l'a dit un grand journal de Londres, en parlant de cette préférence. Sir Wilfrid Laurier l'a établie d'une manière plus efficace et plus permanente en la gravant dans le coeur du peuple anglais, qu'en la faisant consigner dans les lois du Royaume-Uni.

Pour seconder ce mouvement créé par la haute politique de Sir Wilfrid Laurier, le ministère de l'agriculture, ainsi qu'il est exposé plus haut, a pris les moyens d'améliorer la qualité de nos produits, les moyens de les transporter en bonne condition sur les marchés, et c'est avec tout cela que l'administration libérale a réussi à doubler presque la valeur de nos exportations de produits de ferme, qui s'est élevée de $43,250,915 en 1896, à $76,272,821 en 1900, ou de $33,021,900 en quatre ans.

Quelle est l'administration la plus avantageuse aux cultivateurs ?

Celle des conservateurs, sous laquelle l'exportation des produits de ferme diminuait de $711,315 en trois ans, ou celle des libéraux, sous laquelle elle a augmenté de $33,021,900 en quatre ans !

A moins d'être aveuglé par les plus stupides préjugés, quel est le cultivateur sensé qui hésitera à faire le choix entre les deux administrations ?

Quel est le cultivateur sensé qui voudra ramener les conservateurs au pouvoir, pour revenir à la gêne, à la misère, à l'affreux état de choses qui existait avant 1896 ?

Est-ce du progrès en arrière ou en avant que veulent les cultivateurs !

EXEMPTIONS DE TAXES DE DOUANE

Le gouvernement Laurier a supprimé les droits de douane sur la clôture de broche et la ficelle d'engerbage.

En 1896, il a été importé pour $164,873 de ces deux articles, sur lesquels il a été payé $22,816.69 de taxes de douane.

En 1899, il a été importé pour $836,138 de ces mêmes articles, sur lesquels il n'a été payé aucunes taxes de douane pour la ficelle d'engerbage et seulement $3,395.92 pour la cloture de broche.

Le tarif protecteur des bleus frappait la ficelle d'engerbage d'un droit de 12½ pour 100. Les importations de 1899 se sont élevées à $818.412. Les 12½ pour 100 du tarif conservateur auraient formé sur ce montant une somme de $102,301.50. Sous le gouvernement libéral, qui a aboli ces droits, il n'a été payé rien du tout.

C'est autant de gagné pour les cultivateurs.

Le tarif protecteur des bleus imposait une taxe de ½ de centin par livre sur la cloture de broche. En 1899, il en a été importé 703.754 livres et sur cette quantité le tarif conservateur aurait produit $17,718.85. Sous le tarif du gouvernement Laurier, il n'a été perçu que $3,395.92, ce qui fait pour les cultivateurs un gain de $14,323.93.

FAUSSE EXCUSE

Pour atténuer le mérite du gouvernement libéral, certains conservateurs prétendent qu'en supprimant les droits sur la cloture de broche et la ficelle d'engerbage, on a fait disparaître les établissements canadiens qui produisaient ces articles et qu'en supprimant ainsi la concurrence canadienne, on a fait monter le prix des produits étrangers. A l'appui de cette prétention, ils citent les prix du marché, qui sont de fait plus hauts aujourd'hui qu'en 1896.

Tout cela est bien habile, mais est en contradiction avec les faits.

D'abord, il y a encore dans le pays des établissements qui font encore de la cloture de broche et de la ficelle d'engerbage.

En second lieu, si le prix de la broche à cloture et de la ficelle d'engerbage a haussé, c'est parce que le prix du fer et de la fibre de manille a haussé, dans tous les pays. Il est clair que le coût de la matière première haussant, celui de l'article fabriqué doit hausser dans la même proportion.

Prenons, par exemple, la broche ordinaire, non ouvrée, sur laquelle le tarif Fielding na' pas changé les droits.

En 1896, nous en avons importé 9.374,300 livres, dont le coût en Angleterre et aux Etats-Unis a été, d'après les factures produites en douane, de $119,693, ce qui fait 1 centin et 27 centièmes la livre. *(Tableaux du Commerce*, 1896, p. 381.)

En 1899, nous en avons importé 7,062,199 livres, au coût en fabrique de $135,002, ce qui fait un centin 91 centièmes la livre.

Il y a donc une augmentation de 64 centièmes de centin par livre, ou de 50.39 pour 100.

Comparez cela avec la hausse dans le prix de la broche à cloture et vous verrez que l'argument des conservateurs ne repose que sur le mensonge et les fausses représentations.

Il en est de même pour la ficelle d'engerbage. Le prix a haussé pour la seule raison que la guerre des Etats-Unis avec l'Espagne ayant arrêté aux Iles Philippines la production et l'exportation de l'herbe employée pour faire le cordage, le prix de celui-ci a naturellement monté, et la ficelle d'engerbage a suivi la hausse générale.

Ce n'est pas plus malin que cela.

ABOLITION DES DROITS SUR LE BLE-D'INDE

C'est un des plus grands bienfaits que le gouvernement Laurier ait conférés à la classe agricole. Le maïs est l'un des meilleurs aliments et des moins coûteux que l'on puisse employer pour la nourriture des vaches à lait, l'engraissement des bêtes à cornes et des porcs. Comme cette céréale ne peut se cultiver profitablement que dans certaines parties du Canada, la plupart de nos cultivateurs étaient obligés de l'importer des Etats-Unis. Sur ces importations, le gouvernement conservateur leur faisait payer une taxe de douane de 7½ centins le minot. Sur les 2,763,999

minots importés en 1896 pour la consommation, le gouvernement tory a ainsi arraché aux cultivateurs $207,301.09 de taxes de douane (*Tableaux du Commerce et de la Navigation*, 1896, p. 364).

Le gouvernement Laurier a supprimé cette taxe.

En 1899, nous avons importé pour la consommation 7,192,105 minots de blé-d'Inde, sur lesquels la taxe de 7½ centins le minot se serait élevée à $539,408. L'abolition de la taxe par le gouvernement Laurier a fait bénéficier les cultivateurs canadiens de cette somme.

NOS CULTIVATEURS ONT-ILS BESOIN DU BLE-D'INDE AMERICAIN ?

Il est de bon sens élémentaire qu'un homme qui n'a pas perdu la tête n'achète que ce dont il a besoin. A plus forte raison en est-il ainsi pour tout un peuple et personne ne refusera d'admettre qu'un pays n'importe que ce dont il a réellement besoin.

Appliquons cette règle à l'importation du blé-d'Inde américain.

Nous en avons importé pour la consommation 2.763,999 minots en 1896 et 7,192,105 en 1899, ou 4,428,106 minots de plus, ce qui fait une augmentation de 160.20 pour 100.

Si nos cultivateurs n'avaient pas eu réellement besoin de ce surcroît de 4,428,106 minots de maïs, s'il n'avait pas été avantageux pour eux de l'employer, pourquoi l'auraient-ils acheté et importé ?

S'ils en avaient besoin, ce qui est incontestable, il faut bien admettre que la politique du gouvernement Laurier les a fait bénéficier des $539,408 de taxes de douane qu'ils auraient payées sans l'abolition des droits sur cet article. Sous le régime conservateur, ils auraient payé le prix d'achat du blé-d'Inde aux Etats-Unis, $2,730,566, plus la taxe de douane, $539,408, soit en tout $3,269,974 ; sous le régime libéral, ils n'ont payé que le prix d'achat, $2,730,566, et PAS UN SOU DE TAXE.

BESOIN ET BENEFICE PARTOUT

Le tableau suivant fait voir clairement que dans toutes les parties du pays les cultivateurs avaient besoin du maïs américain et qu'ils en ont largement augmenté la consommation, dès que l'abolition de la taxe de

7½ centins le minot en eût assez diminué le coût pour en rendre l'emploi profitable et avantageux. La quantité de minots est donnée province par province pour 1896 et 1899, ainsi que l'augmentation :

	1896	1899	Augmentation.
Ontario	1,642,306	4,319,408	2,677,102
Québec	270,428	1,377,064	1,106,636
Nouvelle-Ecosse	543,868	748,739	204,871
Nouveau-Brunswick	285,914	456,524	170,610
Manitoba	92	100,755	100,663
Prince-Edouard	9,393	23,703	14,310
Territoires du N. O.	1	24,324	24,323
Colombie Anglaise	11,997	135,869	123,872
Yukon	....	5,719	5,719
	2,763,999	7,192,105	4,428,106

L'augmentation a été de 163% pour Ontario, 409.21% pour Québec, 37.66% pour la Nouvelle-Ecosse, 59.67% pour le Nouveau-Brunswick, 1032.51% pour la Colombie Anglaise, 152.34% pour l'Ile du Prince-Edouard. Le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest n'ont commencé à importer du blé-d'Inde américain que depuis l'abolition de la taxe de douane par le gouvernement Laurier.

En présence de ces faits, quel est l'homme sensé qui niera que le gouvernement a rendu un immense service à la classe agricole en abolissant la taxe sur le blé-d'Inde américain ?

C'est avec ce blé-d'Inde américain à bon marché que nos cultivateurs ont augmenté la production, amélioré la qualité de leur beurre, de leur fromage, de leur bacon, ont pu doubler leurs exportations en Angleterre, doubler leur revenu et lutter avantageusement contre la concurrence des cultivateurs américains. Sous le régime conservateur, ils avaient un désavantage de 7½ centins le minot, soit environ 20%, dans l'emploi du blé d'Inde pour la nourriture du bétail ; le gouvernement libéral de Sir Wilfrid Laurier les a soustraits à ce désavantage en abolissant la taxe, les a mis sur un pied d'égalité avec leurs rivaux, à chances égales, ils ont bien vite réussi à prendre sur les marchés anglais une bonne partie de la place qu'y occupaient les cultivateurs des Etats-Unis.

DIMINUTION DE TAXES SUR D'AUTRES ARTICLES

Nous avons vu (p 38) qu'il y a dans le percentage des droits sur les instrument aratoires une diminution de 23.27 à 20.66, ou dans la proportion de 12 pour 100. Mais cela ne donne qu'une idée imparfaite du bénéfice retiré par les cultivateurs.

En 1899, nous avons importé pour $1,712,808 valant d'instruments aratoires. Au taux du tarif conservateur, 23.27 pour 100, ces importations auraient payé $398,590 de taxes de douane ; sous le tarif réduit du gouvernement Laurier, elles n'ont payé que $353,909, ce qui fait une différence de $38,661.

Cette diminution sur le prix des articles importés a eu pour conséquence nécessaire de faire baisser pareillement le prix des articles similaires fabriqués dans le pays. Comme il s'en fabrique ainsi deux fois plus que nous n'en importons, il est clair que la diminution de droits de douane opérée par le gouvernement Laurier a fait bénéficier les cultivateurs du Canada d'au moins $100,000 par année dans l'achat des instruments aratoires.

Et cela va en augmentant d'année en année.

Nous avons importé en 1899 pour $316,286 de broche à cloture, qui n'a pas payé un centin de douane, puisque le gouvernement Laurier a aboli les taxes de douane sur cet article. La taxe au taux de 37.30 pour 100 prélevée par les conservateurs en 1896 aurait produit $135,347.

C'est encore autant que le tarif Fielding et l'abolition des droits effectuée par le gouvernement Laurier fait gagner chaque année aux cultivateurs.

Il y a comme cela des réductions sur les haches, les pelles, le clou, les ustensiles de cuisine, la ferblanterie et une foule d'autres articles à l'usage des familles de la campagne.

Sur certaines cotonnades (p. 40) importées en 1899, les droits au taux du tarif conservateur se seraient élevés à $1,466,641 : nous n'avons payé sous le tarif de revenu de Sir Wilfrid Laurier que $1,353,156, ou $113,485 de moins. C'est en grande partie les familles de la campagne qui ont bénéficié de cette somme.

Sur les lainages importés en 1899, au montant de $5,571,829 (p. 41), le tarif protecteur de 1896 aurait donné à la douane $1,860,376 ; sous le tarif de revenu du gouvernement Laurier, il n'a été payé que $1,521,246, ou $339,130 de moins. Evidemment, c'est autant que la réforme du tarif a fait gagner aux consommateurs. Or, les classes rurales consomment au moins les deux tiers de ces marchandises.

Il y a de semblables réductions sur les chapeaux, les casquettes, les articles de ménage et beaucoup d'autres marchandises (p. 43) qui s'emploient surtout à la campagne. En faisant la revue complète de toutes nos importations, on arrive à la conclusion que l'abaissement du tarif effectué par le gouvernement Laurier fait bénéficier la classe agricole d'une diminution de taxes de douanes excédant deux millions par année. Et comme il y a une diminution correspondante dans le prix des articles similaires fabriqués au pays, on peut dire que la réforme du tarif opérée par le gouvernement de Sir Wilfrid met chaque année dans la bourse des cultivateurs de trois à quatre millions de piastres.

Pourquoi les cultivateurs mettraient-ils ce gouvernement de côté pour revenir au régime des taxes à outrance des conservateurs ?

AUGMENTATION DE VALEUR DES PROPRIETES

En augmentant l'exportation ainsi que la valeur des produits agricoles, en diminuant sensiblement les taxes sur les marchandises importées pour la consommation à l'usage des populations rurales, le gouvernement Laurier a donné à l'agriculture une impulsion qui a fait monter considérablement la valeur des fermes et des propriétés des cultivateurs. En beaucoup d'endroits, l'augmentation est de 25 à 30 pour 100 et même plus. L'accumulation de capitaux produite par l'énorme développement des affaires depuis quatre ans a fait baisser le taux de l'intérêt, ce qui a eu aussi pour résultat de faire hausser la valeur des propriétés foncières. Le régistrateur du comté de Carleton, Ontario, a préparé pour sa division le tableau suivant, qui fait voir la marche de la valeur des propriétés foncière durant les derniers trente ans :

159	propriétés vendues de	1870 à 1878 à une augmentation de....	50.28	pour 100.
170	" "	1879 à 1886 à "	11.64	"
188	" "	1887 à 1896 à une diminution de.......	3.38	"
68	" "	1897 à 1899 à une augmentation de....	21.32	"

C'est à peu près comme cela dans toutes les parties du pays.

En réponse à une circulaire qui leur a été adressée, les régistrateurs d'Ontario et de Québec ont répondu que le nombre des hypothèques diminue depuis trois ans et que dans presque tous les cas, quand les cultivateurs empruntent sur hypothèque, c'est ou pour faire des améliorations à leurs propriétés, ou pour en acheter d'autres, ou pour remplacer des hypothèques portant 6, 7 et 8 pour 100, par d'autres à 5, 4½ et même 4 pour 100.

Les sociétés et compagnies de prêts et placements prêtent beaucoup à la campagne sur propriétés foncières, principalement dans Ontario, en sorte que le mouvement des affaires de ces compagnies est un bon indice des emprunts d'argent sur hypothèque et des remboursements. En 1896 (*Annuaire Statistique pour* 1898, pp. 314-15) elles ont prêté $29,267,967 et le montant de leurs prêts sur hypothèques était de $116,242,218. Les remboursements sur les prêts hypothécaires ont été de $23,760,705, ou $5,507,262 de MOINS QUE LE MONTANT DES EMPRUNTS. Pour 1898, on trouve les chiffres suivants : montant des emprunts, $22,612,679 ; montant des hypothèques en force, $105,152,220 ; montant des remboursements de prêts sur hypothèques, $24,306,834, ou $1,694,155 DE PLUS QUE LE MONTANT DES EMPRUNTS.

En 1898, il a été emprunté $5,655,286 de moins qu'en 1896 et remboursé $546,129 de plus, ce qui fait une amélioration de $6,201,415. En ces deux ans de régime libéral, le montant des hypothèques a diminué de $11,089,998, soit de $116,242,218 en 1896, à $105,152,220 en 1898.

Et cela se continue depuis 1898.

Sous le régime conservateur, le montant des prêts pour l'année a monté de $18,409,904 en 1894, à $29,267,967 en 1896, ou de $10,758,063 en deux ans.

Durant les deux dernières années du régime conservateur, le total des prêts sur hypothèque a monté de $10,758,063 ; durant les deux premières années du régime libéral, il a diminué de $11,089,998

Ces faits n'ont pas besoin de commentaires, ils montrent par eux-mêmes et à l'évidence les résultats de la politique de l'un et l'autre parti.

L'exposé que nous venons de faire des résultats pour les cultivateurs de la politique et des actes du gouvernement Laurier se résume comme suit :

Augmentation dans le prix et la quantité des produits agricoles livrés à l'exportation ;

Augmentation inouïe du revenu des cultivateurs ;

Diminution de plusieurs millions dans les taxes de douane et dans le prix des marchandises importées, destinées à l'usage des cultivateurs ;

Augmentation sensible dans la valeur des propriétés foncières et la richesse des cultivateurs ;

Diminution du taux de l'intérêt et des emprunts sur hypothèque.

Tels sont en résumé les avantages procurés aux cultivateurs du Canada par la patriotique et intelligente administration de Sir Wilfrid Laurier.

Si les cultivateurs ne sont pas assez généreux pour reconnaître tout cela, ils s'imposeront eux-mêmes la punition en retournant au régime de gêne, de petits revenus, d'emprunts, de gros intérêts et de taxe à outrance des conservateurs.

TABLE DES MATIÈRES